



Renault Lardy



Renault Lardy

En dépit des pires méthodes jamais employées à Lardy pour casser un mouvement,

Les grévistes de PEI restent soudés et déterminés. Ils entament aujourd'hui, leur 8^{ème} journée de grève.

Non à la mutation de Sergio et d'Anthony

Les grévistes de PEI (nettoyage) s'opposent depuis jeudi 13 mars à la mutation forcée de Sergio Machado et Anthony Alves. Ces derniers sont depuis plusieurs années les représentants des salariés du nettoyage de Lardy, notamment pendant la grève de TFN (société chargée du nettoyage avant PEI) de fin 2011. Ils ont de nouveau porté des revendications en février 2014 et la réponse de PEI a été leur mutation quasi-immédiate sur deux sites différents, à Paris et à Vélizy. Le motif d'une réorganisation de Lardy utilisé par PEI ne tient pas. Renault a confirmé que rien ne changeait à Lardy au niveau du nettoyage. C'est donc une sanction déguisée. Une mutation d'autant plus inacceptable que lorsque Sergio et Anthony se retrouvaient sur ces autres sites PEI, ils seraient isolés et face à une hiérarchie chargée de les faire démissionner. C'est une pratique déjà employée par PEI contre un salarié de Lardy. Aussi, à l'annonce de ces mutations, une vingtaine de salariés PEI ont décidé de se mettre en grève illimitée. Ils sont aussi en grève pour que la direction de PEI réponde à leurs revendications qui font suite aux nombreux problèmes qu'ils rencontrent depuis des mois :

- PEI ne remplace plus les salariés qui sont absents pour diverses raisons (maladie, congés...). Nous demandons que toute absence de plus de 3 jours soit remplacée. Pour une absence inférieure, nous demandons des heures supplémentaires pour le travail supplémentaire.
- Nous demandons le remplacement de toutes les personnes qui ne sont plus à l'effectif par des embauches CDI avec même nombre d'h.
- Nous demandons la fourniture de tenues de travail de bonne qualité et adaptées aux différents travaux que nous avons à effectuer.
- Nous demandons une juste répartition du travail entre tous les salariés. Cela n'a jamais été fait !
- Nous demandons à avoir du matériel et des produits en qualité et en quantité normales
- Fin 2013, PEI ne nous a pas versé l'intégralité de notre 13^{ème} mois. Nous demandons qu'à l'avenir ce 13^{ème} mois soit versé dans sa totalité avant la fin de l'année.

Face à l'action des salariés et à leur grève, au lieu de discuter et de trouver des solutions, la direction de PEI n'a rien trouvé de mieux que de surenchérir dans la provocation : **elle a convoqué Sergio et Anthony lundi et mardi prochain pour des entretiens préalables à licenciement !**

Des méthodes de patron voyou

Le jeudi 13 mars, le jour où les salariés PEI se réunissent pour décider de se lancer dans l'action, ils ont vu arriver une vingtaine de délégués syndicaux d'autres sites de PEI. Des délégués qu'ils n'ont pour la plupart jamais vus. Un soutien témoignant d'une solidarité avec leur future lutte ? Pas vraiment, car au bout de quelques minutes de chahut, le doute se lève : ces délégués de plusieurs syndicats de PEI ne sont visiblement là pour qu'aucune discussion sérieuse ne puisse avoir lieu. Surtout concernant l'avenir de Sergio et Anthony, puisque jamais ces soi-disant syndicalistes ne s'engageront pour dire qu'ils s'opposent aux mutations injustifiées de Sergio et Anthony. Le plus flagrant aura été que face à des salariés PEI Lardy prêts à faire grève pour soutenir leurs représentants, ils aient tout fait pour qu'il n'y ait pas de mouvement de grève. Oui, des syndicalistes venus du Technocentre, de Disneyland et d'ailleurs pour empêcher une grève ! Du jamais vu.

Et cela se confirme les jours suivants, le lundi midi, ces même personnes reviennent à Lardy pour distribuer à l'entrée du Forestier un tract injurieux demandant que les deux « salariés qui se disent représentants des salariés alors qu'ils ne représentent personne » soient mis à l'écart... Pour rappel, une vingtaine de salariés est en grève depuis une semaine et demie pour qu'ils restent sur le site : quelle meilleure preuve qu'ils « représentent » bien des salariés de PEI-Lardy ?

Ces « syndicats » ont aussi demandé, que la CGT Lardy soit mise à l'écart : quelle drôle de conception du syndicalisme que de rejeter un syndicat qui soutient des grévistes ?

« ACHETER » LES DELEGUES semble malheureusement une pratique courante dans les entreprises du nettoyage et de la sécurité. Toutes les organisations syndicales peuvent être concernées. Naturellement, dans tous les syndicats, il y a des militants intègres avec qui il est profitable de travailler. Mais cela explique la méfiance des salariés du nettoyage. C'est aussi pour cela qu'ils se sont tournés vers des syndicats Renault du CTL, dont ils ont pu faire l'expérience de l'intégrité, du dévouement et du respect de leurs revendications. L'Inspection du Travail semble elle aussi avoir des doutes sur l'indépendance des syndicats reconnus par la direction PEI comme représentatifs.

Mais le plus abject est à venir. Ces personnes, présentes à plus de 5, tous les jours depuis le début de la grève (dans le centre, mais absolument jamais aux côtés des grévistes), sont allés faire signer aux non-grévistes une pétition dénonçant Sergio et Anthony comme des « harceleurs ». Une méthode visiblement pas inhabituelle chez PEI.

Face à une telle situation, deux inspecteurs du travail s'invitent à Lardy

Devant l'absence totale de négociation et les méthodes lamentables de la direction de PEI, deux inspecteurs du travail (un suivant Renault à Lardy, l'autre PEI dans l'Essonne) sont venus hier sur le site de Renault Lardy pour mener leur enquête. 2 inspecteurs sur 14 inspecteurs en tout dans l'Essonne qui font le déplacement, c'est bien qu'il y a de nombreuses choses qui ne vont pas dans notre site de Renault Lardy ! Ils feront part rapidement de leurs conclusions et ont d'ores et déjà fortement incité la direction de PEI à ouvrir des négociations. Les méthodes de PEI pour s'amadouer leurs syndicats et casser les grèves qui arrivent quand même à naître commencent à être connues. Celle de Lardy en condense les pires aspects.

La direction Renault a les mains sales

La direction de Renault nous a envoyé un courrier nous indiquant que « de nombreux contacts avaient été pris avec la direction de PEI pour qu'une discussion soit ouverte entre la direction de PEI et les grévistes ». Comment pouvons-nous croire à de tels propos ? Une entreprise telle que Renault n'aurait pas les moyens de faire asseoir un prestataire comme PEI autour d'une table, si elle en avait réellement envie ? Les moyens de pressions dont dispose Renault sont importants, ne serait-ce que par les pénalités liées au contrat non effectué et qui toucherait PEI directement au portefeuille.

Une collusion plus que douteuse qui place l'intérêt financier de Renault à dix mille pieds au-dessus des conséquences sociales qui pèsent sur deux salariés qui risquent d'être au chômage dans une semaine.

L'inspection du travail ne s'y est pas trompée en demandant à être reçue par M. Damien (chef de centre) et M. Lecomte (responsable Renault du contrat de sous-traitance PEI). Des responsables qui pendant plusieurs années sont intervenus à tous les niveaux dans la prestation, et souvent avec zèle, qui se déclarent aujourd'hui incapables d'intervenir...

Tout cela ne paraît guère crédible mais le plus inquiétant dans cette affaire est que le comportement général de Renault laisse à penser qu'elle serait en accord complet avec la démarche de son prestataire. Il est en effet, assez stupéfiant de voir que la direction Renault reprends quasiment mots pour mots les arguments utilisés par la direction de PEI et de ses pseudo-syndicats : Sergio et Anthony ne représentent plus les salariés (ils n'ont pas été élus lors des élections professionnelles de PEI qui ont eu lieu 2013 sur un périmètre regroupant plusieurs sites), les syndicats Renault n'ont rien à faire dans la bagarre (sauf que les salariés y ont fait appel en raison du peu de confiance qu'ils ont dans les syndicats de leur entreprise...), s'il y a des problèmes au nettoyage à Lardy, c'est à cause des clans, des races, des nationalités différentes entre salariés de PEI... Bref à les entendre tous, la direction de PEI est blanche comme neige et tout ce qui se passe viendrait des salariés PEI de Lardy, et notamment de Sergio et Anthony.

Mais aussi, l'absence totale du moindre représentant de la direction Renault, le jour de la remise de la pétition a de quoi nous interroger sérieusement sur le rôle que joue Renault. M. Barth, responsable des relations sociales, vu le lendemain, nous a dit qu'on aurait dû le prévenir avant et convenir d'un rendez-vous : avec ce qu'il se passe autour de la grève, avec les menaces et les pressions ! C'est eux qui vont nous donner des leçons de « dialogue social ».

Encore plus fort, ce même responsable s'est permis de mettre en doute la signature des 630 Renault et prestataires en estimant qu'il ne pouvait pas écarter qu'il y ait eu des pressions pour les obtenir... Quel mépris pour les salariés grévistes et leurs soutiens !

Après le licenciement par Samsic de Bruno Richer (pour refus d'une mutation qui avait tout d'une sanction déguisée), les choses vont encore plus loin aujourd'hui à Lardy. La direction Renault laisse l'arbitraire se développer et se montre même complice de méthodes honteuses.

Mais chaque mauvais coup de la direction de PEI renforce les grévistes dans leur juste lutte pour la dignité.

Chaque coup bas de ceux qui veulent casser la grève montre qu'elle est gênante pour les deux directions.

Si de telles méthodes se développent, que des directions ou des entreprises de prestation se débarrassent de salariés sous n'importe quel prétexte, c'est la porte ouverte à tous les abus.

Une solidarité exceptionnelle des résidents du site

La pétition de soutien aux grévistes a recueilli plus de 630 signatures en 1 jour ! Même chose avec la collecte de soutien financier qui a atteint 1300 euros.

Nous sommes tous concernés, continuons à leur apporter notre soutien !

Une rencontre rapide entre les grévistes et la direction de PEI doit avoir lieu